



8 mars 2018

(18-1430)

Page: 1/2

**Conférence ministérielle  
Onzième session  
Buenos Aires, 10-13 décembre 2017**

Original: anglais

**DÉCLARATION DE S.E. M. LAUTAFI FIO SELAFI PURCELL  
MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL**

SAMOA

*Révision*

Au nom du gouvernement du Samoa et du Groupe du Pacifique, je remercie le gouvernement et le peuple argentins de la généreuse hospitalité accordée à nos délégations depuis notre arrivée et d'accueillir cette réunion ministérielle. Tout d'abord, le Samoa s'associe aux déclarations faites par le Groupe du Pacifique, à la Déclaration ministérielle des pays ACP et aux travaux du Groupe des petites économies vulnérables. J'ai l'honneur de prendre la parole au nom du Groupe du Pacifique. Une déclaration détaillée est distribuée à des fins de référence.

Lors de leur réunion à Apia en septembre dernier, les dirigeants du Forum des îles du Pacifique ont approuvé le concept *Blue Pacific* qui souligne l'importance de pouvoir faire entendre avec force leur opinion collective, et d'avoir une position et des initiatives régionales concernant les questions vitales pour notre développement en tant que région et nouveau continent *Blue Pacific*. Ce nouveau concept traduit la reconnaissance par les dirigeants d'une identité, d'une géographie et de ressources océaniques communes qui définissent les peuples du Pacifique et constituent le fondement d'un potentiel de transformation. *Garantir le bien-être et le potentiel du Blue Pacific est au cœur du programme du Forum.*

Le programme actuel du Forum encourage les membres à coopérer plus étroitement et stratégiquement, à promouvoir les priorités en matière de politique étrangère touchant le *Blue Pacific* afin d'orienter les acteurs, les partenaires et les accords dans un sens qui lui soit favorable. En outre, le Forum s'efforce d'obtenir des relations ouvertes et sincères ainsi que des partenariats inclusifs et durables dans notre région et au-delà.

Le programme du Forum vise aussi à assurer la santé et le bien-être de tous nos peuples, en particulier des plus vulnérables d'entre nous. Pour cela, il faudra renforcer la résilience de nos océans, de nos îles et de nos économies grâce à des efforts bien coordonnés en vue d'atténuer les risques liés aux catastrophes et ceux dus au changement climatique. Il faudra également garantir un meilleur accès au financement de la résilience, de l'adaptation au changement climatique et d'infrastructures destinées à faire face aux catastrophes.

Le fait de permettre une meilleure connectivité du *Blue Pacific* encouragera le commerce aussi bien dans notre région qu'au niveau mondial et permettra une mobilité accrue de notre population pour accéder à l'emploi dans la région.

Le *Blue Pacific* a besoin d'une architecture de sécurité collective qui reconnaisse, promeuve et fournisse une sécurité au sens le plus large du terme. Il se caractérise par un engagement collectif pour garantir la sécurité de la géographie, des ressources et des écosystèmes partagés de notre océan face à l'exploitation non durable et aux activités illégales, notamment la pêche illicite et la criminalité transnationale. Il cherche également à protéger notre environnement océanique et nos populations des fléaux que constituent les armes nucléaires et la pollution, des conflits violents et des violations des droits de l'homme, ainsi que des incidences du changement climatique et des catastrophes.

Un aspect essentiel du développement est le fait que les économies de tous les petits États insulaires connaissent une situation particulière liée à leurs vulnérabilités. Le Groupe du Pacifique réaffirme qu'un traitement spécial et différencié en reconnaissance de cette situation particulière des petits pays en développement insulaires doit leur être accordé. Le Samoa, qui préside actuellement le Forum des îles du Pacifique, demande à l'OMC de soutenir nos efforts. Nous ne pouvons continuer à promouvoir le commerce en tant qu'instrument de développement si les règles du système commercial multilatéral ne reconnaissent pas notre vulnérabilité permanente. Le Groupe du Pacifique réaffirme le caractère central et la fonction indispensable du système multilatéral et s'engage à jouer le rôle qui lui incombe pour faire avancer les questions d'intérêt commun restantes.

Nous continuons de souligner l'importance de la pêche pour notre bien-être, nos moyens de subsistance, notre sécurité alimentaire, notre résilience et le développement durable de nos économies. Le Groupe du Pacifique attache une grande importance aux négociations sur les subventions à la pêche et juge encourageant les signaux positifs reçus concernant ce processus progressif. Nous notons que, si des progrès ont été faits dans certains domaines, des divergences subsistent sur des préoccupations essentielles pour le Groupe du Pacifique.

Nous attendons de l'OMC, en tant que forum pour atteindre l'objectif 14.6 de développement durable, qu'elle élimine et interdise les subventions à la pêche préjudiciables d'ici à 2020. Nous gardons l'espoir de voir cette Conférence ministérielle aboutir à un résultat significatif et donner des orientations sur les travaux nécessaires pour garantir que ces subventions à la pêche préjudiciables sont assujetties aux disciplines de l'OMC, tout en ménageant les flexibilités appropriées pour soutenir nos petites industries de la pêche.

En particulier, nous appelons tous nos membres et partenaires à nous soutenir dans nos demandes de périodes de transition appropriées, d'une assistance technique et de renforcement des capacités en vue de la mise en œuvre, et d'une marge de manœuvre politique suffisante pour développer notre secteur de la pêche.

Cela est conforme à l'appel des dirigeants du Forum des îles du Pacifique en faveur d'un effort régional commun pour établir et pérenniser la reconnaissance au niveau international de la protection permanente et de l'intégrité des zones maritimes, ainsi que de la souveraineté des pays concernés, face aux incidences du changement climatique et de l'élévation du niveau de la mer.

Il est rare d'entendre le Samoa s'exprimer à Genève. Madame la Présidente, Monsieur le Directeur général, je demande que l'OMC continue de faciliter la participation aux processus de l'OMC du Samoa et des autres membres du Groupe du Pacifique, ainsi que celle d'autres Membres sans représentation permanente à Genève, jusqu'à ce que nous puissions être représentés de manière adéquate et participer pleinement aux négociations.

Le premier examen de la politique commerciale du Samoa dans le cadre de l'OMC aura lieu début 2019. J'appelle les Membres et le Secrétariat à accorder un soutien au Samoa pour réaliser cet exercice hautement utile.

---